

## **PRESSE ET FINANCE AU XIX<sup>e</sup> siècle ET AU DÉBUT DU XX<sup>e</sup> siècle EN FRANCE**

### Introduction

"Donnez moi 300 000 francs d'annonces et je me charge de placer toutes les actions de la plus mauvaise entreprise qu'il soit possible de trouver.." <sup>1</sup>. Ces mots prononcés par un journaliste en 1837 donnent le ton des rapports entre la finance et la presse au XIX<sup>e</sup> siècle. Et c'est, on aura l'occasion de le voir un ton relativement modéré par rapport à ce qu'est la réalité.

Mais avant d'en venir plus précisément à ce journalisme vénal<sup>2</sup> ou à ces félonies financières<sup>3</sup> pour reprendre les termes de Charles Kindleberger, il paraît nécessaire d'évoquer rapidement l'état économique de la France au XIX<sup>e</sup> siècle et l'état du secteur bancaire à cette époque.

Quel est l'état économique de la France à cette période? A la chute de l'Empire, la France, affaiblie par un quart de siècle de guerres contre une Europe coalisée est largement en retard par rapport à la Grande-Bretagne. C'est un pays réduit géographiquement (ramené aux frontières initiales d'avant la Révolution) et démographiquement (les guerres révolutionnaires et impériales ont coûté plus d'un million d'hommes). Les échanges atlantiques pour l'essentiel ne sont plus que de lointains souvenirs. L'axe Grande-Bretagne-États-Unis a pris le relais. Il y a certes des propriétaires fonciers issus de la logique révolutionnaire. L'industrie est bien faible, les matières premières coûteuses et l'appareil technique en retard. Avec en 1815, la surprise de la paix, le pays va s'attacher à - pour reprendre des termes modernes - inverser la tendance. Le XIX<sup>e</sup> siècle va être une période de forte croissance.

Quatre phases (cycles de Kondratieff<sup>4</sup>) peuvent être distinguées<sup>5</sup> dans cette croissance

- 1815-1850: tendance à la stagnation ou à la baisse des prix (phase B);
- 1851-1873: mouvement inverse; tendance à la hausse, ou plus exactement à des prix "soutenus" (phase A);
- 1873-1896: tendance nette à la baisse ou stagnation (phase B);
- 1896-1914: hausse évidente (phase A).

Reste que le XIX<sup>e</sup> siècle va subir un certain nombre de crises, qui passeront de crises dites de "subsistance"<sup>6</sup> à des crises "intermédiaires"<sup>7</sup> et à des crises de surproduction industrielle (à partir du dernier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle) avec les manifestations caractéristiques qui en découlent: krach boursier, faillites bancaires et extension à l'appareil industriel et commercial.

Si on a pu souligner le retard économique de la France au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la même constatation peut être faite en ce qui concerne le secteur bancaire. On met ainsi en évidence que le montant cumulé des dépôts dans les banques françaises en 1860 était cinquante fois inférieur à celui de la Grande-Bretagne, qu'il y a une nette prédominance des espèces

---

<sup>1</sup> Lévy-Boyer M. (1964), Les banques européennes et l'industrialisation internationale dans la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, PUF pp.632.33

<sup>2</sup> Kindleberger Ch. (1989, 1994), Histoire mondiale de la spéculation financière, éditions P.A.U. p. 119

<sup>3</sup> Kindleberger Ch. op. cit. p. 121

<sup>4</sup> ces cycles se définissent en fonction de leur amplitude. Leur détermination est fondée sur une étude de l'évolution des prix. L'amplitude d'un mouvement Kondratieff est approximativement d'un demi-siècle. Il se divise en deux grandes phases. Une phase A de montée des prix, une phase B de baisse des prix.

<sup>5</sup> Beltran A. et Griset P. (1994), La croissance économique de la France 1815-1914, Armand Colin

<sup>6</sup> due essentiellement à une production de grains insuffisante

<sup>7</sup> trouvant généralement leur origine dans une mauvaise récolte qui en réduisant les achats des paysans en biens industriels se propageait au secteur secondaire

métalliques (ou d'anciens moyens de paiement comme les lettres de change) qui trahirait une demande en crédits médiocre et une circulation de faible amplitude<sup>1</sup>. Assez progressivement, la situation va connaître une évolution importante.

Traditionnellement, les entreprises françaises avaient l'habitude de se financer par elles-mêmes et ne désiraient pas dépendre d'autrui. Il s'agit bien souvent par ailleurs d'entreprises familiales. Les industries du début du siècle demandent des investissements peu importants qui peuvent généralement pour l'essentiel être mobilisés par une famille. La situation change avec l'industrialisation croissante au cours du XIXe siècle et avec le développement du chemin de fer et avec l'urbanisation haussmanienne. L'épargne familiale ne suffit plus. De nouvelles structures financières sont mises en place sous le Second Empire, pour répondre à ces exigences nouvelles. Le système bancaire va se développer de manière importante et va s'ouvrir à de nouveaux services. A partir du Second Empire vont être lancés de grands emprunts<sup>2</sup> qui favoriseront une intense spéculation.

Une situation donc, tant au niveau économique général, qu'à celui des banques qui est a priori celle d'un retard mais que l'on tente à grands pas de combler. Cette marche rapide est nécessairement génératrice d'excès. La presse dont on va voir le développement y est très largement associée.

Ainsi pour caractériser ces liaisons, on peut dire qu'elles sont au départ des liaisons dangereuses. (1) Des liaisons simplement dangereuses. De liens de soutien, d'intérêts mutuels entrelacés, on va insensiblement glisser vers des liens de domination par la finance.

Avec le temps, à l'occasion d'un certain nombre d'affaires qui seront envisagées, elles vont devenir des liaisons scandaleuses.(2)

## 1. Les liaisons dangereuses

En réalité ces liaisons dangereuses de la presse et de la finance ne sont qu'une facette d'un mouvement beaucoup plus général. Il y a beaucoup à dire sur les liaisons dangereuses de la presse avec le monde politique. C'est en fait un triptyque presse-politique-finance (1.1.) qui est mis en place et largement dénoncé.

A un second niveau et si l'on tente - autant que faire se peut - de se dégager de la donne politique, c'est un véritable réseau entre presse et finance qui est mis en place (1.2.).

### 1.1. Le triptyque Presse-Politique-Finance

L'examen de ces relations entre Presse, Politique et Finance suppose que l'on envisage tout d'abord la situation générale de la presse et les formidables mutations qu'elle subit au XIXe (1.1.1.) et ensuite, les mécanismes de ces relations (1.1.2.).

#### 1.1.1. La situation générale de la presse

---

<sup>1</sup> Beltran A. et Griset P. (1994), La croissance économique de la France 1815-1914, Armand Colin

<sup>2</sup> le portefeuille de valeurs mobilières françaises passe d'une dizaine de milliards au début du Second Empire à environ 50 milliards en 1878 et à une centaine de milliards en 1903. Beltran et Griset op.cit. p. 144

La période révolutionnaire<sup>1</sup> a donné une impulsion considérable à la presse. Même si l'Empire soumet les journaux à une surveillance sévère, les titres se multiplient et se diversifient. Le tirage de la presse quotidienne de Paris passe entre 1803 et 1870 de 36 000 à 1 million d'exemplaires. Au niveau national, il s'imprimait en France en 1870 28 exemplaires pour 1 000 habitants (Albert et Terrou 1979)<sup>2</sup>.

Quelles sont les raisons de cet accroissement important?

- La première c'est le prix. Avec l'industrialisation des méthodes de fabrication, le prix de vente des journaux chute considérablement.

Jusque dans les années 1840 en effet le développement de la presse a sensiblement été freiné par le prix élevé des abonnements: 80 F par an soit plus que le salaire mensuel moyen d'un ouvrier parisien. C'est le 1er juillet 1836 que paraissent 2 journaux, *le Siècle* et *la Presse* dont l'abonnement est fixé à 40 F<sup>3</sup>.

Ainsi en 1880:

Journaux républicains		Journaux conservateurs	
	Tirages		Tirages
Petit Journal	583 820	Figaro (avec supplément)	104 924
Petite République	196 372	Petit Moniteur	100 476
Lanterne	150 531	Soleil	45 190
Intransigeant	71 601	Petit Caporal	25 051
Paix	52 949	Petite Presse	22 629
Petit National	46 837	Gaulois	14 854
France	43 753	France nouvelle	14 554
Petit Parisien	39 419	Moniteur universel	13 872
Rappel	33 535	Univers	10 367
Marseillaise	28 818	Peuple français	9 463
Nouveau Journal	27 384	Estafette	8 846
Temps	22 764	Pays	6 715
Liberté	17 921	Patrie	6 434
Mot d'Ordre	16 316	Monde	6 130
Siècle	15 082	Paris-Journal	6 051
XIXe Siècle	14 881	Gazette de France	5 864
National	14 543	En Avant	4 948
Événement	14 085	Français	4 718
Réveil social	13 316	Union	4 592
Justice	12 847	Défense	4 288
Vérité	12 263	Civilisation	3 735
République française	11 506	Ordre	3 153
Voltaire	10 451	Gazette des Tribunaux	2 918
Citoyen	10 351	Constitutionnel	2 135
Petit Républicain	9 890	24 titres:	431 707
Télégraphe	8 464		
Journal des Débats	6 935		
Journal à un sou	5 643	<b>Non Classables</b>	

<sup>1</sup> art. XI de la Déclaration des Droits de l'Homme du 26 août 1789 "La libre communication de la pensée et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme: tout citoyen peut donc parler, écrire, imprimer librement, sauf à répondre de l'abus de cette liberté dans les cas déterminés par la loi"

<sup>2</sup> contre 3 pour 1 000 en 1832, 28 pour 1 000 en 1867 p. 32

<sup>3</sup> Soit un prix de vente théorique au numéro de 10 centimes [Albert et Terrou 1979]

Prolétaire	5 600		
Globe	4 625	Gil Blas	28 257
Soir	4 556	Grand Journal	10 236
Droit	3 111		
Presse	2 048	<b>TOTAL GÉNÉRAL:</b>	
Courrier du Soir	1 919	60 titres	1 984 521
34 titres:	1 514 321		

Document n° 1. La presse en 1880 (Sources: Bellanger Cl., Godechot J., Guiral P. et Terrou F. dir. (1972), Histoire générale de la presse française p. 233)<sup>1</sup>

Les autres journaux furent obligés de suivre. Les décrets des 5 et 6 mars 1848 qui suppriment le timbre et le cautionnement<sup>2</sup> accentuèrent le mouvement à la baisse. Beaucoup de journaux se vendaient au numéro à 5 centimes (soit 57 centimes en valeur actuelle). Ce prix sera généralisé après 1870.

La presse atteint ainsi des couches sociales nouvelles: la petite bourgeoisie et le peuple des villes. Le moyen d'accroître la diffusion est considérable.

<i>Dépenses</i>	
Papier du journal (au rendement 10 fr. par mille tirés)	6 000
Impression (100 fr. par jour)	3 000
Composition (160 fr. par jour)	4 800
Départ (comprenant la mise sous bande, le pliage et l'expédition en province)	700
Affranchissement pour 10 000 exemplaires	2 100
Rédaction	3 000
Administration	800
Frais généraux (loyer, éclairage..)	2 000
Total	22 400

<i>Recettes</i>	
<u>Vente au numéro:</u>	
Paris, 6 000 numéros à 3 fr. 50 le cent	6 300
Province 2 000 exemplaires à 3 fr. le cent	1 800
Correspondants (libraires) province, 1000 exemplaires à 3 fr. le cent	900
<u>Abonnements:</u>	
Paris 1000 abonnés	2 000
Province 1 200 abonnés	3 000
<u>Annonces:</u>	
Industrielles	1 500
Financières	1 500
Bouillons (journaux invendus et livrés comme vieux papiers)	600
Total	17 600

Document n° 2. Bilan mensuel d'un journal paraissant à Paris (sources: Destrem H., les conditions économiques de la presse p. 145)

<sup>1</sup> Ce tableau fut publié par la Lanterne le 21 août 1880 et fut établi par les services de la Préfecture de Police grâce aux déclarations des imprimeurs.

<sup>2</sup> qui réapparaît avec la loi du 6 juillet 1871

Reste que la situation économique de la presse à 5 centimes est très précaire. Cette diminution importante du prix des journaux rend très difficile la survie et pour le moins pousse à la recherche d'autres moyens de financement que ceux tirés de la simple exploitation du journal.

Le bilan mensuel de l'un de ces journaux paraissant à Paris le montre bien. Il s'agit en l'occurrence d'un quotidien qui tire à 20 000 exemplaires, ce qui est plus qu'honnête, et qui en réalité se vend à 10 000 exemplaires.

Dans ces conditions un journal perd donc 4 800 F. environ par mois<sup>1</sup>.

- La deuxième raison à ce développement, c'est une raison de politique générale. Au cours du XIX<sup>e</sup> siècle, la politique va être de plus en plus libérale en faveur de la presse. Ainsi, en 1872, on supprime définitivement le brevet d'imprimeur et de libraire, ce qui efface un efficace moyen de pression des préfets.

Depuis 1870<sup>2</sup>, on a autorisé le transport des journaux par chemins de fer sans acquitter la taxe postale. La loi du 18 juillet 1881 est une des grandes lois qui marque les débuts de la III<sup>e</sup> République. D'une manière générale, elle entraîne la suppression des mesures préventives<sup>3</sup>, la réduction au minimum des formalités administratives et la quasi-suppression de toute incrimination des opinions. Toutes ces modifications en faveur de la liberté de la presse trouvent leur source dans l'idéologie républicaine qui y voit la consécration des grands principes républicains. Cette presse à bon marché est une "...promesse tacite de la République au suffrage universel.."<sup>4</sup>.

Alors il convient néanmoins de nuancer cet angélisme car les républicains connaissent bien le mot de Tocqueville "le seul moyen de neutraliser les journaux était de multiplier leur nombre".

Dans ces conditions, jouissant d'une liberté quasi-totale, la presse va connaître une expansion considérable. Le tirage des quotidiens est multiplié par 2,5 à Paris et par 3 ou 4 en province.

Qu'en est-il en ce qui concerne la presse financière?

On fait remonter au XIV<sup>e</sup> siècle à Venise, les premières traces d'informations financières. C'est une époque de grands échanges commerciaux, d'innovations en matière de gestion et dans cette logique l'information commerciale est un nouveau service. Ainsi en 1435, une chronique rapporte la joie des marchands de retour d'Alexandrie qui ont pu vendre 50 ce qu'ils avaient acheté 40 en Égypte<sup>5</sup>. La première véritable gazette qui apparaît à Venise au début du XVII<sup>e</sup> siècle est essentiellement lue par des banquiers et des hommes d'affaires<sup>6</sup>. Et c'est un mouvement européen. En 1665 est lancée en Angleterre *The Oxford Gazette*<sup>7</sup> ou encore en

---

<sup>1</sup> Destrem H. (1902), les conditions économiques de la presse, Thèse, Université de Paris p. 145

<sup>2</sup> décret du 16 octobre 1870

<sup>3</sup> notamment le fait que tout journal ou écrit périodique peut être publié sans autorisation préalable et dépôt de cautionnement (art. 5)

<sup>4</sup> Eugène Pelletan, rapport déposé au Sénat le 18 juin 1881

<sup>5</sup> Frederic C. Laure, *Studies in Venetian Social and Economic History*, Variorum Reprints, Londres 1987, cité par Henno J. (1993), *La presse économique et financière*, PUF Que sais-je? p. 8

<sup>6</sup> op.cit. loc. cit.

<sup>7</sup> qui deviendra très rapidement *The London Gazette*

1675 à Amsterdam la *Gazetta de Armsterdam*. En France, *La Gazette* de Théophraste Renaudot avait été lancée en juin 1631 et contenait des informations économiques. C'est sous le règne de Louis XV (1715-1774) qu'apparaissent les premiers journaux spécialisés. Pour n'en citer que quelques uns:

-- A partir de 1751, *le Journal œconomique* donne des informations entre autres sur le commerce

- En 1754, *le Nouvelliste économique* apparaît.

- En 1759, c'est *le Journal du Commerce*<sup>1</sup> qui compte au nombre de ses fondateurs Pierre Samuel Dupont de Nemours et le marquis de Mirabeau

Avec la Révolution, les journaux vont véhiculer les idées du temps. C'est par exemple à partir de 1790, *La Feuille villageoise* qui veut éduquer les paysans et promouvoir une société de petits propriétaires.

Avec la Restauration (essentiellement avec la seconde restauration et le règne de Louis-Philippe 1er), les titres économiques et financiers se multiplient. L'essor est général à partir de 1836, avec l'introduction de la publicité. A partir de 1835, les feuilles consacrées à la finance et à la Bourse se multiplient. La plupart d'entre elles sont en fait éditées par des banques ou des charges d'agent de change qui les diffusent gratuitement.

La presse financière d'une manière générale va beaucoup profiter, et amplifier, le mouvement décrit précédemment au niveau de la presse générale. Ainsi, une répartition par thèmes des titres de la presse parisienne montre la prédominance et la croissances des titres consacrés au commerce et à la finance:

C'est essentiellement au cours de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle que les relations troubles de la presse et de la finance vont s'affirmer. Assurément, la libéralisation déjà sensible dans les années 1870 mais accrue par la loi de 1881 en sera un moteur important.

Le tableau qui suit met en évidence à la fois la prédominance dans les thèmes de la presse parisienne de ce que l'on considère comme "commerce et finances" et surtout l'accroissement de ces thèmes qui entre 1865 et 1879 double quasiment, ce qui n'est pas le cas de la majorité des autres thèmes.

Thèmes	1865	1879	% variation
Technologie, industrie et chemins de fer	91	134	47,25
Littérature et philosophie	87	90	3,45
Religion	84	71	-15,48
<i>Commerce et finances</i>	77	153	98,70
Beaux-arts, musique, théâtre	67	62	-7,46
Jurisprudence et administration	64	104	62,50
Modes	54	70	29,63
Médecine et pharmacie	46	80	73,91
Agriculture	40	38	-5,00
Lectures récréatives, journaux d'enfants	34	139	308,82
Sciences	25	48	92,00
Histoire et Géographie	25	23	-8,00
Politique	25	68	172,00
Enseignement	20	31	55,00

<sup>1</sup> qui deviendra par la suite *Le Journal d'Agriculture, du Commerce et des Finances*

Armée	16	29	81,25
Sport	14	23	64,29
Divers (dont bibliographie, archéologie, spiritisme)	44	38	-13,64
Total	816	1201	

Document n° 3. Les thèmes de la presse parisienne 1865-1879 (Sources: Albert P., Histoire de la presse politique nationale au début de la IIIe République p. 153)

### 1.1.2. Les mécanismes des relations Presse-Politique-Finance

En termes de théâtre, on parlerait de mise en place de la scène. Deux éléments servent de base au décor.

- Premier élément, on l'a dit, on le sait, une presse relativement libre depuis les diverses évolutions entre 1870 et 1881.
  - Deuxième élément, des ministères successifs qui manquent largement de stabilité et d'autorité.
- Et le reste du décor se construit facilement.

- La principale méthode de construction de ce décor s'appelle "fonds secrets". C'est une litanie annuelle. Le vote du chapitre du Ministère de l'intérieur consacré aux "agents secrets de la Sécurité de l'État" donne lieu à de tumultueux débats sur lesquels pèse l'accusation d'utiliser une partie de ces fonds à subventionner des journaux<sup>1</sup>. Fallières en 1888 l'avoue implicitement en déclarant "si l'on trouve un moyen de me débarrasser des subventions à la presse, je suis prêt à l'accepter..". En 1879, entre mai et novembre, *la Paix*<sup>2</sup> va recevoir 125 577F de subventions. Et que penser des 60 000F versés en 1883 par Jules Ferry et Waldeck-Rousseau au *Mot d'Ordre* de Valentin Simon?

En fait la liberté accordée à la presse génère un tare fondamentale: la vénalité.

D'aucuns s'en réjouissent presque, comme Jean Jaurès qui écrit dans *la Revue bleue*<sup>3</sup> en 1897 " La presse elle-même, et par la loi de contradiction et de dissolution du régime capitaliste, fait son œuvre... (Les journaux) aident à la désorganisation du monde mauvais qu'ils représentent. Ils le font avec cette superbe inconscience des régimes condamnés... Ils ont une belle vertu de destruction; c'est la seule à laquelle ils puissent prétendre. Nous ne leur en souhaitons pas d'autres".

D'aucuns le déplorent comme Anatole Leroy-Beaulieu, également en 1897 dans *la Revue bleue*<sup>4</sup> qui regrettent que "la presse se soit abaissée et se soit laissé corrompre en se vulgarisant... Aujourd'hui, s'il reste une presse d'élite sérieuse digne de sa haute mission, elle est débordée par une presse nouvelle, moins curieuse d'instruire que d'amuser, jalouse avant tout de plaire et résignée pour plaire à flatter les préjugés, les vices, les passions, les ignorances des lecteurs. C'est bien la presse de la démocratie, mais d'une démocratie dont l'éducation morale, dont l'éducation littéraire ou politique n'est pas faite et qui n'a, au-dessus, personne pour la faire".

- Une autre méthode de construction du décor, dès lors que les fonds secrets se révèlent insuffisants, est celle des marchés de l'État. Le nombre des entrepreneurs de travaux publics parmi les commanditaires des journaux français est révélateur.

<sup>1</sup> Bellanger Cl., Godechot J., Guiral P. et Terrou F. (dir.), Histoire générale de la presse française, t. III de 1871 à 1940, PUF p. 249

<sup>2</sup> considéré comme le journal officieux de l'Élysée

<sup>3</sup> 4 décembre 1897

<sup>4</sup> 8 décembre 1897

- Enfin, et non des moindres, la publicité financière vient prendre le relais lorsque fonds secrets et marchés publics n'arrivent plus à fournir la manne servie à la Presse.

Ce qui a jusqu'alors été dit ne concerne pour ainsi dire que le Gouvernement. La même démarche pourrait être faite en ce qui concerne le Parlement, avec peut être encore plus d'amplitude.

Reste que le constat est bien sombre et comme l'écrit Anatole France dans *L'Ile des Pingouins* " La France est soumise à des compagnies financières qui disposent des richesses du pays et, par les moyens d'une presse achetée, dirigent l'opinion"<sup>1</sup>. C'est ce réseau Presse-Finance qui va au cours du temps prendre de plus en plus d'ampleur qu'il convient à présent d'envisager.

## 1.2. Le réseau Presse-Finance

Moyen de pression fort sur le monde politique, moyen efficace sur l'opinion publique, la Presse va apparaître à partir de 1881 comme indissociablement liée au monde de la finance. Le réseau repose à la fois sur une stratégie (1.2.1) et sur des acteurs bien implantés (1.2.2).

### 1.2.1. La stratégie

L'opinion publique, les romanciers, voire les journalistes eux-mêmes en font un thème extrêmement banal.

La description romancée qu'en donne Émile Zola dans *l'Argent*, publié en 1891 est assez révélatrice. On connaît le talent de vulgarisateur de l'homme<sup>2</sup> et derrière Saccard le banquier de Zola, il y a en réalité un peu Jules-Isaac Mirès, financier et agioteur qui avait créé en 1850 la Caisse des Actions Réunies et qui dès 1851 acheta *le Pays* et *le Constitutionnel*, journaux politiques qu'il mis aux services de ses intérêts et de ceux du gouvernement. Les frères Péreire quant à eux avaient acheté *la Liberté*, et y avaient mis un homme à eux, une sorte de chef de la publicité de la Société Transatlantique. Eugène Bontoux après la création de l'Union Générale avait fait de même avec *la Finance* et *le Clairon*.<sup>3</sup>

La stratégie comporte plusieurs étapes.

Dans *l'Argent*., le lancement de l'Union Universelle, la banque de Saccard est assuré par *l'Espérance*. *l'Espérance*, journal catholique en détresse lorsque Saccard l'achète, a à son actif une probité sans faille et mène une guerre féroce contre l'empire. Pour Saccard l'intérêt d'acheter le journal est double.

- Tout d'abord, insidieusement, les louanges de son entreprise sont chantées par *l'Espérance*. La campagne n'est ni violente ni spécialement approbative: elle explique, discute de façon à petit à petit s'emparer du public et à l'étrangler correctement<sup>4</sup>. Articles rédactionnels louangeurs, défense continue, poussent la Banque pour que les affaires lui arrivent, pour que les émissions s'adressent à elle<sup>5</sup>.

- Ensuite, Saccard sait que lorsqu'une maison de crédit a un journal, officieusement ou officiellement, pro-gouvernemental ou d'opposition, la maison est certaine de faire partie de

---

<sup>1</sup> Anatole France (1908), *L'Ile des pingouins*, Calmann Levy

<sup>2</sup> vr. Amann B. (1996), La vulgarisation en gestion chez Émile Zola in Enseignements et recherches en gestion, évolutions et perspectives, Coll. Histoire, Gestion, Organisations, Presses de l'Université des Sciences Sociales de Toulouse pp. 109-135

<sup>3</sup> Sur ce sujet on se reportera avec intérêt à Bouvier (1960) et à Gilles (1954) voir également infra

<sup>4</sup> *L'Argent* op. cit. p. 174

<sup>5</sup> Zola, notes *Fasquelle* M.S. 10.269 f<sup>os</sup> 301-305

tous les syndicats que forme le ministre des Finances pour assurer le succès des emprunts de l'État. De tels syndicats étaient chargés de mener à bien l'emprunt. On s'adressait donc pour le constituer aux établissements les plus populaires.

La deuxième étape est celle de l'achat de feuilles financières d'importance moindre. Elles pullulent à Paris, Zola cite le chiffre de quatre ou cinq cents<sup>1</sup>. Bien souvent lancées par des banquiers véreux, elles sont vendues à un prix qui n'en couvre même pas l'affranchissement<sup>2</sup> (comme le précise Zola "donc, l'affaire est ailleurs.."). Le journal est fait pour attirer les capitaux et le fondateur joue avec les capitaux des clients que lui amène le journal. Pendant quelques mois, le journal donne des renseignements très sérieux, de façon à conquérir la confiance, puis "fait un coup". A ceci, on rajoute une agence de publicité financière qui envoie gratuitement ou pour un prix dérisoire, un bulletin financier à une centaine des meilleurs journaux de province. Très rapidement, les maisons rivales doivent compter avec<sup>3</sup>.

Une troisième étape est le recours à des journaux non directement liés à la maison de crédit. On traite à forfait avec les grands journaux politiques et littéraires. Un courant de notes aimables et d'articles louangeurs y est entretenu moyennant finances<sup>4</sup>.

A la lecture de ces lignes, on s'aperçoit assez aisément que le but a largement évolué. Il ne s'agit plus de faire pression sur tel ou tel parlementaire ou sur tel ou tel ministre. Il s'agit de favoriser la spéculation, il s'agit de soutenir artificiellement les cours (ou à l'inverse de les faire baisser), et plus encore il s'agit de toucher cette masse considérable de petits épargnants disséminés dans la France entière.

Il est intéressant de confronter le récit du romancier Zola avec des faits avérés. Zola évoque trois étapes dans le mécanisme:

- La première consiste, par l'intermédiaire d'un journal à chanter, insidieusement les louanges de l'entreprise. Ces journaux sont souvent contrôlés par des intermédiaires spécialisés qui traitent à forfait, moyennant un pourcentage compris entre 10 et 25% et qui garantissent une "bonne presse" à l'affaire<sup>5</sup>. Il ne s'agit pas là de publicité ou d'annonces mais d'articles publiés dans le corps du journal. D'avenel le dénonce en 1901 dans la *Revue des Deux Mondes* en des termes particulièrement clairs. Le but, il est "de créer ou maintenir autour des affaires une atmosphère favorable alors même qu'elle est inapparente et ne se manifeste que par le silence et l'absence de bruit. Cette branche d'industrie eut son apogée dans la période qui précéda le krach mémorable de 1881 lorsque les émissions nombreuses devaient, pour atteindre les bas de laine, employer la voie des journaux..."<sup>6</sup>

Et en dehors du paiement proprement dit, d'autres moyens sont utilisés. Ainsi a-t-on recours pour s'attirer les faveurs des directeurs de journaux à l'ancêtre de ce qu'aujourd'hui on appelle les "stocks options". Le mécanisme n'a pas changé. On offre des actions à acquérir au taux d'émission, dans un délai déterminé. Bien évidemment la hausse du cours de l'action achetée au cours initial, permet un confortable bénéfice. Si le cours ne monte pas, le contrat est caduc. Ce n'est là qu'une version malsaine d'un intéressement de la Presse au succès des émissions.

- La deuxième étape est celle de l'achat de feuilles financières d'importance moindre. Leur recensement est difficile et reste à faire.

---

<sup>1</sup> op.cit., loc.cit

<sup>2</sup> L'abonnement au *Moniteur des Tirages Financiers* était de 2 fr l'an.

<sup>3</sup> *L'Argent* op. cit. p. 174

<sup>4</sup> *L'Argent* op. cit. loc.cit.

<sup>5</sup> Bellanger et alii. op.cit. p. 262

<sup>6</sup> *Revue des Deux Mondes* 1er février 1901

La multiplication des feuilles financières est une des caractéristiques de la période. On en compte à Paris:

- 35 en 1869
- 39 en 1872
- 74 en 1877
- 130 en 1879
- plus de 150 en 1881

Elles ont une existence éphémère, elles sont vendues très peu cher (4 F par an pour un abonnement) et sont directement ou indirectement des organes de maisons de banques dont elles soutiennent les spéculations.

Titres		Tirage	Titres		Tirage
Bulletin Financier	q	4 000	L'industrie	h	1920
Le Capitaliste	h	2 250	Journal des Actionnaires	h	1 460
Le Journal des Rentiers	h	1 400	Journal d'Agriculture et de Commerce	h	4 600
Le Conseiller, gazette des Chemins de fer	h	13 300	Journal d'Agriculture pratique	h	4 600
Le Conseiller de l'Épargne	h	7 000	Journal des Chemins de fer	h	2 470
Cote de la Bourse et de la Banque	q	1950	Journal des Économistes	m	1 400
Le Crédit	h	10 000	Journal de la Bourse	h	63 000
Le Crédit national	h	12 000	Le Messenger de Paris	q	4 200
Le Crédit public	h	2 000	Le Moniteur de la Bourse et de la Banque	h	16 000
L'Écho agricole	q	2 000	Le Moniteur financier	h	99 500
L'Écho du Commerce	h	4 300	Le Moniteur des tirages financiers	h	50 800
L'Économiste français	h	2 600	Le Moniteur des valeurs à lot	h	80 000
L'Épargne française	h	1 440	Le Mouvement financier	h	840
Le Fermier	h	2 880	Le Portefeuille	h	600
La Finance nouvelle	h	3 450	Paris-Bourse	h	1 383
Les Fonds publics	h	3 000	La Réforme économique		23 400
L'Impartial financier	h	15 600	La Semaine Financière	h	6 500
L'industrie	h	1920	Le Tirage financier	h	27 200

Document n° 4. Tirage en octobre 1880 des principales feuilles financières (Sources: Bellanger et alli. p. 268)

Ainsi, Charles Savary<sup>1</sup>, de la Banque de Lyon et de la Loire<sup>2</sup> contrôle ou manipule 500 journalistes qui chantent les louanges de l'entreprise tout en faisant prendre à leurs lecteurs ces communiqués largement payés pour des articles émanant de la rédaction du journal<sup>3</sup>. Elles sont très largement diffusées, gratuitement parfois dans la clientèle des rentiers et ont un tirage de plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires. Leur influence dans la réussite ou l'échec d'une entreprise peut être considérable.

L'exemple d'Édouard Portalis et des journaux qu'il dirigea est révélateur. En décembre 1879 il lance *la Vérité*: le journal que doublait une feuille hebdomadaire, le *Message financier*, était en fait l'organe de Lepelletier, directeur du Crédit de France. Après la faillite de Lepelletier

<sup>1</sup> Il a été sous-secrétaire d'État à la justice dans le ministère Dufaure (1878)

<sup>2</sup> Constituée en avril 1881 et déclarée nulle par le Tribunal de commerce de Lyon le 5 mai 1882

<sup>3</sup> Tribunal de commerce de Lyon, audience du 16 février 1883

en 1884 le journal décline. En 1886, Portalis reprend *le XIXe siècle*. En 1887-1888, il provoque le krach de la Compagnie des Métaux de Secrétan, en 1890 il provoque la faillite de la Banque du Louvre. En 1889-1891 il mène campagne contre le Crédit Foncier, en 1891 il fait échouer pour des raisons financières un emprunt portugais lancé par le Comptoir d'Escompte. Il attaque les cercles de jeu, la Compagnie Générale Transatlantique.

Condamné en octobre 1894, par le tribunal de la Seine, à rembourser 140 000 F à la faillite de l'Assurance Financière de Boulan à qui il les avait estorqués, il prend alors la fuite. En octobre 1880, les tirages de principales feuilles financières étaient les suivants:

- La troisième étape est le recours à des journaux non directement liés à la maison de crédit. D'une manière générale, tous les journaux politiques consacrent des pages à l'actualité financière: bulletins financiers, cours de la bourse et commentaires divers. A partir de la fin du Second Empire des journaux vont affermer leur rubriques à des banques ou à des organismes financiers. Le nombre de ces affermages s'élèvera considérablement après les années 1870. Des noms que l'on rencontrera plus tard comme Edouard Cahen, Gustave Bataiu ou encore Henri Privat sont à l'origine d'une véritable industrialisation du procédé.

Le cas du *Figaro* est révélateur à ce sujet. En 1874, les dirigeants du *Figaro* avaient affermé la partie financière du journal à la Société Anonyme de la Banque Parisienne. En 1880, les nouveaux dirigeants rompent le contrat. Le prétexte annoncé est celui de l'indépendance du journal, en réalité, il semble bien être une volonté de soutien de la Banque hypothécaire. Reste que le procès intenté par la Banque Parisienne au *Figaro* (procès que la banque gagnera) permet d'avoir une idée du contrat. Il est extrêmement précis et rigoureux:

"...La rédaction de la partie financière du *Figaro* est exclusivement confiée à la Société Anonyme de la Banque Parisienne: en conséquence aucun article ou entrefilet se rattachant directement ou indirectement à la Bourse, aux fonds publics, aux établissements de crédit, aux banques, aux valeurs cotées ou non cotées, aux émissions publiques, aux affaires industrielles ou financières françaises ou étrangères ne pourra paraître dans le journal le *Figaro* à moins qu'il n'émane de la Banque Parisienne... Le *Figaro* ne pourra publier d'autre publicité financière qu'uniquement dans les annonces proprement dites... Le bulletin financier ne devra pas dépasser 100 lignes... La direction du *Figaro* pourra demander des remaniements du style de sa chronique mais la Banque Parisienne gardera en tout temps pleine et entière liberté de jugement, d'appréciation et de ligne de conduite..."

Document n° 5. Extraits du contrat Le Figaro - Banque Parisienne (Sources: Bellanger et alli. p. 173)

Ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres. La quasi-totalité de la presse est dès 1880 aux mains des groupes financiers.

Un schéma donc, décrit de manière romanesque par Zola qui cadre assez bien avec la réalité.

Reste que "l'abominable vénalité de la presse française"<sup>1</sup> va prendre assez rapidement une forme beaucoup plus organisée, beaucoup plus structurée avec la mise en place de véritables officines, occultes mais puissantes. En quelque sorte, le marché s'organise avec la mise en place des acteurs.

### 1.2.2. Les acteurs

---

<sup>1</sup> Selon les termes de Raffalovitch

On peut laisser à Jean Jaurès le soin de le décrire: "Il s'est organisé un trust des bulletins financiers; c'est une organisation unique, centrale, qui, à la même heure, sur toutes les affaires qui se produisent, donne exactement la même note et vous voyez d'ici l'influence formidable qu'exerce nécessairement sur l'opinion une presse qui, par tous ses organes de tous les partis, donne, à la même heure, le même son de cloche, discrédite ou exalte les mêmes entreprises et pousse toute l'opinion comme un troupeau dans le même chemin."<sup>1</sup>

A partir de 1886, deux groupes tiennent le marché.

- Premier groupe puissant, autour d'Edouard Cahen qui est directeur du *Journal des Travaux Publics*

- Deuxième groupe puissant, autour de Batiau, agent de publicité du Crédit Foncier et du Crédit Lyonnais, et d'Henri Privat, bulletinier financier de *l'Evénement* et du *Français*, liés à la Société Générale des Annonces pour Paris et à l'Agence Havas pour la province. Batiau, en 1878 avait été chargé de la publicité du Crédit Foncier. L'ampleur de la publicité financière de cet établissement est considérable. En fait en quinze ans les frais d'émission des emprunts avaient atteint 115 millions dont 60 en publicité, 22 allant directement à la presse. Certains journaux et journalistes reçoivent des mensualités régulières. On cite des moyennes de subventions à la presse pour ces années allant de 1,6 à 2 millions de francs<sup>2</sup>. La méthode est bien rodée. Deux agents sont spécialisés, l'un pour la presse politique, l'autre pour la presse financière. Ils touchent une commission de 10% et bien peu de feuilles, sans nuances politiques par ailleurs, restent étrangères à cette distribution<sup>3</sup>.

- A partir de 1900, un nouveau groupe apparaît autour de la personne d'Alphonse Lenoir (ancien secrétaire de Batiau et de Cahen), et de Léon Rénier.

Comme le déclare<sup>4</sup> le fils d'Alphonse Lenoir à propos de son père "Son métier officiel était de traiter avec la presse pour les très grandes émissions... mais, de même que Batiau, autre distributeur de publicité, il avait un rôle occulte qui lui donnait une certaine influence. Lorsque des ministres en particulier ou même un cabinet tout entier avaient besoin du concours de journaux pour telle ou telle affaire en cours, tel ou tel vote pour lequel il fallait préparer l'opinion, c'est Lenoir qui se chargeait de visiter les journaux et de leur distribuer des subsides exceptionnels. Lorsque des campagnes étaient faites, soit contre des financiers importants, soit contre des particuliers notoires, des Reinach par exemple, soit contre des membres du gouvernement, c'est à Lenoir le plus souvent que l'on demandait d'arranger cela et de faire cesser la campagne lorsque cette campagne gênait ceux qui en étaient l'objet.". Une influence donc qui ne se limite pas à seule sphère financière.

Ce que des rapports de police appellent le "trust Rénier" traite avec les plus grands journaux parisiens et Rénier a amené environ 80 journaux de province.

L'influence de Rénier à travers ces journaux est considérable. En 1880, *le Petit Journal* assurait plus d'un quart du tirage de la presse parisienne. En 1914, *le Petit Parisien*, *le Petit Journal*, *le Journal* et *le Matin* assurait les trois quarts du tirage global des journaux et plus de 40% de celui de tous les quotidiens français. Ils font tous partie du "trust Rénier".

On en est à ce niveau, à des relations qui sont simplement pourrait on dire dangereuses. On a bien touché par moment aux limites du scandale. On y a touché avec Rénier, on y a touché également avec Portalis et son *XIXe siècle*. En réalité le plus dur reste à venir avec cette fois ci un certain nombre de scandales au cours desquels petits épargnants et grands courtiers seront

---

<sup>1</sup> discours à la Chambre le 6 avril 1911

<sup>2</sup> C'est ce qu'a révélé l'enquête de l'inspecteur général des finances Machart en 1890. Robert-Coutelle E. (1890), *Le crédit foncier jugé par lui même, 1870-1890*, Paris; Jeannet C. (1892), *Le capital, la spéculation et la finance au XIXe siècle*, Paris

<sup>3</sup> Enquête Machart op. cit.

<sup>4</sup> Rapport Sûreté Générale 1918 (F<sup>7</sup> 13969) cité par Bellanger et alii

ruinés. Les liaisons entre la presse et la finance ne sont plus seulement dangereuses, elles deviennent scandaleuses.

Quotidiens	Somme versées par le "trust"	Tirage 1910
le Petit Parisien	600 000	1 400 000
le Petit Journal	600 000	835 000
le Journal	500 000	810 000
l'Echo de Paris	300 000	120 000
le Gaulois	250 000	30 000
l'Éclair	150 000	103 000
la Lanterne	150 000	33 000
la Petite République	150 000	67 000
la Libre Parole	100 000	47 000
la Liberté	100 000	63 000
la Presse	100 000	50 000
la Patrie,	100 000	40 000
l'Action française	100 000	19 000
l'Autorité	100 000	24 000

Document n° 6. Les versements du "trust Rénier"

## 2. Les liaisons scandaleuses

Sans pour autant vouloir glisser vers le sensationnel, un certain nombre de scandales financiers, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle mettent en évidence l'implication très forte de la presse. Deux éléments en favorisent l'émergence.

- Le premier c'est on le sait, l'influence des journaux financiers. On estime qu'en avril 1881, 228 journaux financiers agitent le seul marché parisien. Et c'est sans compter les bulletins financiers de 95 journaux politiques<sup>1</sup>, tous plus ou moins directement affermés.

- Le deuxième c'est en 1881, l'apparition des caisses de report qui permettent de faire miroiter aux petits déposants les mirages des profits assurés du prêt boursier. Se mêlent en outre dans ces affaires "...tous les mécontents du catholicisme, de l'armée, de la magistrature et des vieux possédants"<sup>2</sup>. La technique est simple: il s'agit de prêts à courte échéance aux spéculateurs à terme, allant d'une liquidation boursière à l'autre et dont le taux de report représente l'intérêt versé aux prêteurs. Cet intérêt est fonction de l'offre et de la demande de prêts (ces reports qui rapportent de 4 à 5% fin 1880 passent à 8 à 10% au printemps 1881 et 10 à 12% à l'automne). Le lien avec le soutien artificiel est ici évident. Il suffira à une coalition de reporters, aidés par la presse (entre autres) d'influencer à la hausse ou la baisse le marché.

Dès lors, le mécanisme auto-génère sa propre destruction. Partant d'une spéculation à la hausse, elle est à la merci des capitaux reporters. La position est intenable dès lors que l'on ne peut trouver sur place les ressources nécessaires.

Un article dans la Revue des Deux Mondes de l'économiste Cucheval-Clarigny pose bien les termes du problème en termes économiques: il s'agit de la proportion entre les ressources disponibles du marché et les placements offerts au public. L'auteur avance le chiffre de 14,5 milliards de valeurs émises en France en 2 ans et demi, tout en évaluant l'épargne annuelle à 2 milliards<sup>3</sup>. Le soutien artificiel et forcené de la Presse, ajouté à ces mirages des

<sup>1</sup> Cochut A. (1883), p. 525

<sup>2</sup> Chirac A. (1885) t. 1. p. 341

<sup>3</sup> Revue des Deux Mondes 1er août 1881

profits assurés du prêt boursier ne peut qu'aboutir à des scandales financiers et à des Krachs boursiers.

Ces liens scandaleux se nouent bien sûr dans les arrières chambres des conseils d'administration, dans les salons des repas mondains, mais également à l'" Académie de chant" car c'est ainsi que l'on a nommé la partie du péristyle de la Bourse où se réunissaient des coulissiers marrons, grands éditeurs de feuilles de chantage et de manipulations.

Plusieurs de ces scandales, sans prétendre à l'exhaustivité peuvent être évoqués. Il s'agit du krach de l'Union Générale (2.1.), de l'affaire de Panama (2.2.) et de l'affaire des emprunts russes (2.3.).

## 2.1. Le krach de l'Union Générale

C'est en 1872 qu'Eugène Bontoux crée l'Union Générale, banque d'affaires au capital de vingt-cinq millions de francs. Le conseil d'administration est composé de financiers, d'entrepreneurs et d'aristocrates.

Le rappel de cette affaire (2.1.1.) permettra de mettre ensuite en évidence le rôle de la presse (2.1.2.)

### 2.1.1. L'affaire de l'Union Générale

La banque a pour vocation de financer des projets dans les Balkans et en orient. Il affirme vouloir donner à la Papauté spoliée les bases solides d'un large budget. Il obtiendra la confiance des milieux religieux et conservateurs. En 1879, le capital sera porté à cinquante millions de francs. Le krach empêchera la troisième augmentation de capital qui devait le porter à cent cinquante millions.

L'annonce de la troisième augmentation de capital enfiévrera la Bourse. Les reports s'effectuant à des sommes exorbitantes (de taux - déjà importants de 10 à 12% on passera à 30, 50 et même 100%<sup>1</sup>), la débâcle s'amorcera. Les spéculations de l'Union Générale sur ses propres titres et de multiples irrégularités (bilans falsifiés, souscriptions fictives, truquages des augmentations de capital..) en sont la source.

L'Union cesse ses paiements le 30 janvier 1882. Un investisseur porte plainte contre Bontoux qui sera arrêté le 1er février il s'agit selon le *Le Nouvelliste de Lyon* d'un dénommé *Lejeune*, négociant qui avait confié à la banque 240 000 F pour être placés en reports, ordres qui n'avaient pas été exécutés). Condamné en mars à cinq ans de prison, celui qui gêne l'Empire quittera très rapidement la France pour éviter sa peine<sup>2</sup>.

### 2.1.2. Le rôle de la presse

L'union Générale et Bontoux ont très largement été soutenus par la presse. Bontoux s'est assuré le le contrôle des publications Paul Dalloz,et fait entrer ses amis dans leur conseil (le vicomte d'Harcourt actionnaire de l'Union, représente la banque chez Dalloz et devient même administrateur pour l'Union en 1881), il achète des immeubles du quai Voltaire où se trouvent de nombreux journaux édités par M. Dalloz et crée la Société de Publicité Universelle<sup>3</sup>.

Il contrôle plusieurs journaux:

- *La Finance* (il détient 400 actions)
- *Le Clairon* (il détient 100 actions).

---

<sup>1</sup> Revue des Deux Mondes 1er novembre 1881

<sup>2</sup> Il rentrera avec sa femme en 1888 et s'installera dans leur chateau d'Allex

<sup>3</sup> Dans le bilan de faillite de l'Union Générale (archives de la Seine), on retrouve dans le portefeuille de l'Union 103 actions de la la Société de Publicité Universelle (à 10 000f. l'une) et 244 obligations. Bouvier, le Krach..op.cit. p. 53

- *le Bulletin du Crédit Provincial*
- *Le Messager de Paris* (il détient 100 actions)
- *Le Nouvelliste de Lyon*

Le cas du *Clairon* est révélateur des liens presse-finance-politique. Le *Clairon* est lancé en 1881 par un dissident du *Gaulois*, Cornely qui en fait un des organes monarchistes importants. Bontoux gère la caisse noire des légitimistes. Il les avertira par ailleurs à temps avant la faillite pour qu'ils puissent retirer les fonds placés à la banque. Le lien entre Bontoux et le *Clairon*, organe légitimiste est autant de nature politique que financière.

Mais dans le système Bontoux, les différents moyens tendent tous vers une même fin. De par son soutien à la cause légitimiste, il s'est attiré comme soutiens et clients de l'Union, une très grande partie de la noblesse et de la haute hiérarchie de l'Église.

Le schéma est sensiblement le même (dans l'idée) avec *Le Nouvelliste de Lyon* créé en mai 1879, quotidien conservateur et clérical, relais des tendances monarchistes et principal soutien local à l'Union Générale. Il est peut être un peu plus fin que le précédent; en fait, la feuille est affermée pour sa rubrique financière au Crédit Provincial des frères Saunier. Les liens du Crédit Provincial le rattachaient incontestablement à l'Union Générale<sup>1</sup>. Ledit Crédit Provincial dispose en outre en toute propriété du journal boursier *Le Portefeuille du Capitalise* et *l'Estafette*. Le mécanisme est largement amplifié avec la création par le Crédit Provincial de différents syndicats de la Haute Banque Lyonnaise - voire Parisienne - dont chacun dispose de relais dans la presse<sup>2</sup>.

Avec la chute de l'Union Générale, la Presse (au moins Lyonnaise), loin de reconnaître son rôle et son implication, mettra en avant des arguments tous aussi outrés et véhéments les uns que les autres: ainsi mettra t'on en avance une "...conspiration ourdie par une société de banquiers juifs d'Allemagne..une conspiration germano-judaïque.." (le *Moniteur de Lyon* 26 janvier 1882) ou encore une manoeuvre de "juifs allemands.." (*Le Salut Public* 22 janvier 1882). C'est le pseudo-syndicat Rotschild qui est visé. Antisémitisme prégnant d'une époque qui n'en est pas avare.

## 2.2. Le scandale de Panama

C'est assurément le scandale le plus important de la III<sup>e</sup> République (2.2.1.). La presse (mais pas elle seule) y est très impliquée à l'origine contre le projet (2.2.2.), ensuite en sa faveur (2.2.3.)

### 2.2.1. L'affaire de Panama

Sans vouloir trop entrer dans les détails d'une affaire connue<sup>3</sup>, il est nécessaire de fournir quelques repères.

La Compagnie Universelle du Canal Transocéanique a été fondée en 1879 par Ferdinand de Lesseps. Très rapidement, de grosses difficultés techniques apparaissent quant au percement du canal. Les investissements nécessaires s'accroissent démesurément.

---

<sup>1</sup> voir Bouvier, *Le Krach...* p. 117 et s., cela est également affirmé par des rapports de police, Arch. Préf. Police; Ba, 90, rapport du 24 décembre 1881

<sup>2</sup> En 1881: la Banque Générale de Lyon en mars, l'association financière Lyonnaise en août, le syndicat financier Lyonnais en octobre (à l'origine: le Crédit Provincial), le Consortium Lyonnais en novembre, le Consortium Industriel et Financier de Lyon et le Syndicat Financier Parisien en décembre (actionnaire l'Union Générale - 15 000 actions en portefeuille).

<sup>3</sup> voir par exemple sur le sujet Bouvier (1964), Bunau-Varilla (1892), Dansette (1934), Loewel (1913), Tavernier (1908)

La Haute Banque va assez rapidement lâcher Lesseps.

Il se tourne alors vers les petits épargnants: les souscriptions portent pour 1882, 1883 et 1884 sur un total de 550 millions. Celà, malgré le relais de la presse se révèle insuffisant. Il cherche alors d'autres solutions. Il obtiendra le 9 juin 1888 une autorisation parlementaire d'émettre un emprunt à lots comparable à celui qui avait été émis en 1868 pour le canal de Suez, et qui s'était avéré très attractif pour les épargnants.

En novembre 1892 éclate le scandale, qui implique très largement le monde politique<sup>1</sup> mais qui épargne tout aussi largement la presse.

### 2.2.2. Le rôle de la presse contre le projet

La première réaction de la presse est contre le projet de Lesseps. Dès la création de la Compagnie Universelle du Canal Transocéanique, Lesseps sollicite le public en lui demandant 400 millions. L'émission d'août 1879 est un échec retentissant. Sur les 400 millions demandés, les souscriptions atteignent tout juste 30 millions.

Le rôle de la Presse qui n'a pas été sollicitée est loin d'être neutre dans cet échec. Émile de Girardin, député et journaliste célèbre (il a lancé en 1836 *la Presse* et est devenu en 1856 le maître de *la Liberté*) attaque l'émission. *Le Messager de Paris*<sup>2</sup> met en avance l'âge de Lesseps et le caractère judicieux de l'utilisation de l'épargne française aux services d'intérêts anglo-américains.

Reste que le jugement sur l'influence de la presse doit être nuancé comme le précise Jean Bouvier:

"La presse, à elle seule, fut-elle responsable de l'échec? Elle souligna tout simplement -même si ce fut par dépit de ne pas avoir été sollicitée, argent en main, par Lesseps - les inconnues de l'entreprise. Il faut par ailleurs tenir compte d'autres circonstances. Il est certain, d'une part, que l'émission fut très hâtivement préparée; d'autre part, que la situation économique et boursière n'était pas tout à fait sortie du marasme des années précédentes; l'atmosphère n'était pas encore à la ruée sur les valeurs. Enfin, les grandes banques elles-mêmes paraissent n'avoir montré aucun enthousiasme pour les projets grandioses de Lesseps".

Lesseps n'a pas mis pour cette émission la presse avec lui, il l'a contre lui. A la suite de cet échec de, Lesseps a compris la leçon et a remis la direction financière à un groupe de personnalités qui viennent du journalisme et de la finance et qui se chargent de la rendre favorable au public<sup>3</sup>.

La grande période de collaboration médiatico-politico-financière débute.

### 2.2.3. Le rôle de la presse en faveur du projet

De retour des États-Unis, Lesseps dépose le 20 décembre 1880 les statuts de la Compagnie Universelle du Canal Interocéanique. L'examen du conseil d'administration de la Compagnie Universelle du Canal Interocéanique montre que Lesseps a bien compris la leçon puisqu'y figure Émile Girardin. Celui là même qui avait été tellement hostile au projet un an plus tôt. Et bien sûr l'émission sera une réussite.

La suite des opérations sera assez similaire. Ce soutien de la presse se manifestera à chaque étape

Il ne s'agit pas de suggérer qu'il y a un total lien de cause à effet. Tout simplement que la presse contribua à masquer à l'opinion publique la situation réelle. On le sait, de grosses difficultés techniques sont apparues quant au percement du canal. Les difficultés financières

---

<sup>1</sup> Voir sur cette question Garrigues J. (1997) pp. 133-136.

<sup>2</sup> numéros des 28, 29 et 30 juillet 1879, cité par Bouvier (1964)

<sup>3</sup> Bouvier (1964) p. 45

sont considérables. En 1881, on a annoncé un coût de 500 millions. En 1885, on est à 1 200 millions<sup>1</sup> (dont la plus grande partie reste à trouver), les délais sont impossible à tenir. En dépit de tous ces faits (dont une grande partie est connue grâce au rapport de l'ingénieur des Ponts et Chaussées Rousseau), la presse continue ses louanges:

- Ainsi, on rassure, l'argument majeur est la présence des grandes banques dans l'affaire: La revue de presse dans le Bulletin du Canal interocéanique<sup>2</sup> du 15 septembre 1884 est révélatrice:  
- *La République française*: On doit tenir compte du concours apporté par la haute banque à l'importante opération financière qui se prépare... Il résulte des renseignements puisés aux sources les meilleures que cette opération sera couronnée d'un plein succès; cela n'a rien de bien surprenant, si l'on considère à la fois la faveur dont jouit M. de Lesseps auprès de l'épargne, et l'importance de la clientèle des grands établissements de crédit.  
- *Le Gaulois*: Toute la haute banque à Paris et à Londres est autour de M. de Lesseps. Qu'est-ce que cela veut dire, sinon que les hommes les plus compétents ont confiance dans sa sincérité, dans sa haute probité, ce qui est hors de débat, mais aussi dans l'exactitude de ses prévisions et de ses calculs. Croit-on que des maisons de banque et des établissements donneraient à une affaire le concours de leur crédit, s'ils n'avaient pas la pleine certitude du succès de l'entreprise? Et pense-t-on que ces sociétés manquent de moyens d'étude et de vérification? La vérité simple, on le sait, c'est que les banques ne donnaient précisément aucun crédit à la Compagnie dans les affaires d'émissions obligataires.

Et ajoute Jean Bouvier (op.cit.) encore pourrait-on citer *les Débats, le Temps, le Siècle, la Presse, le Journal des chemins de fer, le Journal de Paris, le Figaro, le Petit Journal, le Moniteur Universel, la Bourse parisienne, le Journal des Actionnaires, le Soleil, l'Intérêt public...*

- Si l'argument du soutien de la haute banque ne suffit pas, on avance l'argument de la confiance totale des actionnaires. Ainsi, au lendemain de l'assemblée des actionnaires de juillet 1886:  
- *Le Figaro*: Pas une seule voix discordante; pas une seule main levée contre la série des résolutions présentées. Une longue acclamation patriotique!  
- *L'Événement*: Nous devons dire que notre conviction s'est encore fortifiée... Il est des moments qui consolent de bien des amertumes; l'émotion de M. de Lesseps, à la fin de la séance, nous l'a prouvé une fois de plus.  
- *Le Gil Blas*: Tous ceux qui ont assisté à cette réunion en emportent cette impression; cette armée de capitalistes est décidée à suivre jusqu'au bout le chef qu'elle s'est choisi.  
- *Le Gaulois*: La séance a été levée à quatre heures et demie, au milieu d'un véritable délire de joie exubérante.  
- *La République Française*: Le rapport de M. de Lesseps analyse exactement, sans parti pris optimiste, avec un évident effort vers la vérité, la situation de l'entreprise qui a passé par tant de vicissitudes diverses mais qui va être menée à bonne fin, comme Suez. On retrouve les mêmes types d'appréciation à *l'Intransigeant, au Temps, au Pays*<sup>3</sup> ...

Le 4 février 189, le tribunal civil de la Seine prononce la dissolution de Compagnie Universelle et ordonne sa mise en liquidation. L'intervention des experts va permettre de connaître des détails plus précis sur les subventions versées à la presse. Un premier rapport est rédigé par l'expert-comptable Rossignol en 1889. Un deuxième rapport est dû à l'expert-comptable Flory en 1892<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Bouvier op. cit. p. 74

<sup>2</sup> créé par Lesseps le 1er septembre 1879

<sup>3</sup> Bouvier op. cit. p. 77

<sup>4</sup> L'expertise Flory (1892) a été intégrée au rapport parlementaire général Vallé sur l'affaire de Panama (1893). Rapport Rossignol (1889), manuscrit 7, AQ, 12

Le rapport parlementaire Vallé sur l'affaire de Panama dresse un bon tableau du résultats de ces investigations.

"..Il est constant que l'apologie de l'entreprise de Panama, au moment de chaque émission et alors même que le doute commençait à s'emparer des plus enthousiastes, n'a pas été absolument désintéressé... Les articles publiés étaient pour la plupart rédigés avec des éléments fournis par la Compagnie elle-même. C'était M. Marius Fontane qui donnait documents et renseignements tandis que M. Ch. de Lesseps se chargeait des allocations. Le résultat le plus clair c'est que la presse a été la propagatrice de nouvelles inexactes. Certes nous savons à merveille que la presse n'est plus aujourd'hui ce qu'elle était jadis et nous n'ignorons pas qu'il lui serait impossible de vivre si elle se bornait à faire un exposé des doctrines... Nos mœurs sont ce qu'elles sont... La publicité est devenue un besoin... Mais ce qu'il importe c'est que le journal contrôle les renseignements qui lui sont fournis..".

Le tableau qui suit, sur la base de l'affaire de Panama, a été établi à la suite de recoupements des divers rapports d'experts.  
A côté des sommes qui étaient directement attribuées aux journaux, beaucoup de chèques étaient établis au nom personnel des journalistes. Les titres des journaux cités ne sont pas parmi les moins prestigieux de l'époque et ne figurent pas non plus parmi les tirages les plus faible.

<i>Le Temps</i>		1819000	<i>La France</i>		270 000
Journal Hébrard	119 000 1 700 000		Journal Lalou	255 00 15 000	
<i>Le Petit Journal</i>		504 000	<i>Le Radical</i>		252 000
<i>Le Figaro</i>		500 450	Journal H. Simond V. Simond	77 800 75 000 100 000	
Journal Articles	169 000 25 500		<i>La lanterne</i>		246 000
Art. financiers	213 100		Journal Eugène Meyer	206 000 40 000	
Magnard	30 000		<i>Le Gil Blas</i>		213 400
Ed. Millaud	12 350		Journal Arthur Meyer Jacques Meyer Hector Pessard	163 400 17 000 18 000 15 000	
Périer	30 000		<i>Le Télégraphe</i>		194 000
De Rodays	20 000		<i>Revue des deux Mondes</i>		47 708
<i>Le Gaulois</i>		300 800	Journal des Débats		
Journal Arthur Meyer Jacques Meyer Hector Pessard	189 000 72 000 32 300 7 500		Georges Lavaux Joussemet	33 175 14 533	
<i>Revue des deux Mondes</i>		10 000			
Léon Daudet	10 000				

Document n° 7. Les versements à la presse pendant l'affaire de Panama (Sources: d'après Bellanger et alli. p. 268 et Bouvier "les deux scandales..p. 116)

### 2.3. Le scandale des emprunts russes

On évoquera rapidement l'affaire des emprunts russes (2.3.1.). Le scandale en réalité réside dans l'abominable vénalité de la presse française (2.3.2.).

### 2.3.1. L'affaire des emprunts russes

Dans ce cas encore, l'affaire est trop connue pour donner lieu à de longs développements.

De 1889 à 1904, la Russie a placé en France pour près de cinq milliards et demi. Les émissions vont se succéder. Au gré de ces émissions et du soutien de la presse française, elles auront plus ou moins de succès.

En février 1914, les emprunts russes cumulés représentent 61,1% de l'ensemble des créances françaises sur l'étranger et s'élèvent à un total de 36,4 milliards de francs. Ces créances françaises sont alors cinq fois supérieures à celles de la Grande-Bretagne et quinze fois plus élevées que celles de l'Allemagne.

### 2.3.2. L'abominable vénalité de la presse française

Ces termes sont d'Arthur Raffalovitch, économiste russe, installé à Paris et conseiller secret du ministère des finances. Maître d'oeuvre des relations avec la presse pour soutenir les emprunts russes, sa correspondance fut publiée partiellement dans l'*Humanité* entre 5 décembre 1923 et le 30 mars 1924 et en 1931 dans un ouvrage intitulé "...l'abominable vénalité de la presse française"<sup>1</sup>.

Les premières tranches d'émission avaient en fait donné lieu à assez peu de publicité. Ainsi, au deuxième semestre 1896, il avait été distribué 72 161 F dans divers journaux français<sup>2</sup>.

La donne va changer à partir de la fin 1901 début 1902. Verneuil, syndic de la Compagnie des agents de change va demander à Raffalovitch de plus gros efforts. Le budget passe à environ 110 000F. Dès 1904, les mouvements de la Bourse de Paris<sup>3</sup> et les menaces sur les fonds russes vont entraîner la centralisation de leur défense autour du fameux Lenoir déjà rencontré (supra 1.2.2.) et recommandé par Rouvier, ministre des finances. Les charges sur le Trésor russe vont alors s'élever à environ 100 000F par mois.

	1904	1905
Publicité	725 000	782 700
Publication des tirages	151 210	48 500
Matin		35 000
Bureau des tirages	16079	15 961
Correspondance russe	28 800	28 800
Bulletin russe	11 496	
Marché financier	3 200	3 200
	935 785	2 014 161

Document n° 8. Les dépenses du Trésor russe pour la presse française (Sources: d'après Bellanger et alli. p.271)

<sup>1</sup> Raffalovitch A. (1931), *L'abominable vénalité de la presse française*, Librairie du travail, Paris

<sup>2</sup> Lettre Raffalovitch à M. de White 10/22 mai 1897

<sup>3</sup> 26 et 27 janvier 1904 et fin 1904 essentiellement à cause de menaces de guerre et des hostilités envers le Japon

Tout au cours de ces années, la liste des journaux qui bénéficièrent de ces distributions est impressionnante. Les tableaux qui suivent ont été dressés sur la base des correspondances Raffalovitch. Il ne sont pas exhaustifs et ne visent qu'à donner une idée, à diverses époques des versements à la presse.

<b>Dépenses automne 1901<sup>1</sup></b>		<b>Paiement 15 février 1906<sup>2</sup></b>	
Auxiliaire	50 000	Figaro	2 500
Petit Parisien	500	Petit Journal	5 000
Petit Parisien	500	Petit Parisien	5 000
Moniteur des Intérêts matériels	450	Temps	5 900
Petit Parisien	500	Journal	5 000
Moniteur des Intérêts matériels	450	Écho de Paris	3 000
Vie Financière	150	Éclair	2 500
Mémorial diplomatique	200	Débats	1 500
Figaro	77 95	Autorité	750
Montagne	1 000	Petite République	750
<b>Dépenses 1903<sup>3</sup></b>		Intransigeant.	500
Temps	12 848	Radical	750
Journal des débats	13 276	Rappel	750
Journal officiel	11 866	Lanterne	750
Économiste Européen	12 097	Aurore	500
Messenger de Paris	11 609	Gaulois	750
Nord	9 802	Marseillaise	500
Économiste Français	8 526	XIX Siècle	500
Patrie	8 647	Presse et Patrie	500
Monde Économique	8 076	44 socialistes divers	20 000
Petit Parisien	5 510	<i>Financiers</i>	
Journal	4 374	Information	2 000
Gaulois	4 528	Économiste Européen	1 000
Figaro	4 628	Revue Économique	1 000
Revue Econ. et Financière	3 310	Vie Financière	1 000
Rentier	6 000	Agence Fournier	1 000
Liberté	2 790	Agence Nationale	500
<b>Dépenses 1904<sup>4</sup></b>		<b>Dépenses 1912<sup>5</sup></b>	
Temps	13 902	Journal Officiel	4 752
Journal des débats	14 155	Temps	16 342
Journal officiel	13 050	Économiste Européen	14 000
Économiste Européen	13 478	Économiste Français	14 000
Messenger de Paris	13 082	Figaro	4. 126
Nord	11 297	Gaulois	4 000
Économiste Français	9 372	Journal	5 656
Patrie	10 022	Journal des Débats	10 480
Monde Économique	5 318	Liberté	6 231
Petit Parisien	5 650	Messenger de Paris	15 148
Journal	3 220	Monde Économique	4 282

<sup>1</sup> Correspondance Raffalovitch 16/12/1901

<sup>2</sup> Correspondance Raffalovitch 23/01/1906

<sup>3</sup> Correspondance Raffalovitch 29/12/1904

<sup>4</sup> Correspondance Raffalovitch 29/12/1904

<sup>5</sup> Correspondance Raffalovitch 30/10/1913

Gaulois	5 139	Patrie	7 133
Figaro	5 222	Petit Parisien	6 450
Revue Econ. et Financière	6 660	Rentier	6 000
Rentier	6 000	Revue Économique et Financière	10 000
Liberté	3 368	République française	1 998
Matin	1 506	Écho de Paris	13 612
Écho de Paris	5 328	Matin	20 500
République Française	408	La Nouvelle Revue	192 50
Moniteur des Intérêts mat	5 068	Moniteur des Intérêts mat	9 131

Document n° 9. Les dépenses du Trésor russe pour la presse française 1901, 1903, 1904, 192  
(Sources: d'après Raffalovitch op.cit)

Alors que dire en conclusion sur ces liaisons d'abord dangereuses puis réellement scandaleuses de la presse et de la finance.

Trois remarques peuvent être faites pour tenter de nuancer l'impression de malaise qui ressort de ces liaisons entre la presse et la finance à cette époque:

- La première - pour autant que l'enrichissement de Jean soit l'appauvrissement de Paul - c'est que le mouvement n'est pas que français. Ainsi, en Grande-Bretagne, l'*Economist* du 21 octobre 1848 stigmatise: "L'état présent de prostration et d'accablement (qui) n'est qu'une juste sanction de la folie, de l'avarice, de l'arrogance insupportable, de la spéculation irréfléchie, désespérée et dénuée de tout principe, qui dégradèrent la noblesse et l'aristocratie, polluèrent les sénateurs et le Sénat et les négociants de toutes sortes". Les exemples regorgent à la même époque partout ailleurs en Europe et aux États-Unis<sup>1</sup>.

- La seconde c'est qu'il existe quand même une presse relativement honnête en ce domaine. En dehors des quotidiens comme *le Messager de Paris* (1868), les *Cours de la Banque et de la Bourse* (Cote Desfossés) (1895), la *Cote de la Bourse et de la Banque* (1873), l'*Information économique et financière* des frères Chavenon (1899), les hebdomadaires l'*Économiste français* de P. Leroy-Beaulieu, l'*Économiste européen* d'Édmond Théry avaient une bonne réputation, sans que l'indépendance de leur jugement ait toujours été assurée.

- La troisième, c'est que le phénomène est peut être une conséquence de l'époque. Il convient de garder à l'esprit que l'on est dans une période de soulagement après un quart de siècle de guerres, que l'on est pour reprendre les termes de Galbraith dans une période d'euphorie financière.

On est dans une période de changements profonds et ces périodes génèrent toujours leurs propres vices. L'époque n'en a pas l'apanage.

<sup>1</sup> voir Kindleberger op.cit. notamment p. 118

## BIBLIOGRAPHIE

- Albert P. (1990), *Histoire de la presse*, PUF, 6e éd., Que sais-je?
- Albert P.(1980), *Histoire de la presse politique nationale au début de la IIIe République*, Atelier de reproduction des thèses, Université Lille III
- Alline J.-P., *Banquier et bâtisseurs: un siècle de Crédit Foncier, 1852 - 1940*, CNRS
- Avenel H. (1990), *La presse de 1789 à nos jours*, Paris Flammarion
- Bellanger Cl. (1969), Les gros tirages forment l'opinion, *Historia magazine* n° 103
- Bellanger Cl., Godechot J., Guiral P. et Terrou F. dir. (1972), *Histoire générale de la presse française*, t. III de 1871 à 1940, PUF
- Beltran A. et Griset P. (1994), *La croissance économique de la France 1815-1914*, Armand Colin
- Bigo R. (1947), *Les banques françaises au cours du XIXe siècle*, Sirey
- Bontoux E. (1888), *L'Union Générale, sa vie, sa mort, son programme*, Paris
- Bouvier J. (1960), *Le krach de l'Union Générale*, PUF
- Bouvier J. (1964), *Les deux scandales de Panama*, Paris Julliard
- Bouvier J. (1973), *Un siècle de banques françaises*, Hachette litt.
- Braudel F. et Labrousse E. dir. (1976), *Histoire économique et sociale de la France*, t. III, l'avènement de l'ère industrielle, PUF
- Bunau-Varilla Ph.(1892), *Panama. Le passé, le présent et l'avenir*, Paris
- Chirac A. (1885), *L'agiotage sous la IIIe République*, Paris, Bibliothèque de la revue socialiste 1885
- Cochut A. (183), De l'enchérissement des marchandises et des services, R.D.M. 1er déc;
- Cousteix P.(1950), Les financiers sous le Second Empire, *Revue des révolutions contemporaines*, juillet
- Dansette A. (1934), *Les Affaires de Panama*, Perrin
- Destrem H. (1902), *les conditions économiques de la presse*, Thèse, Université de Paris
- Deville L. (1911), *Les crises de la Bourse de Paris*, Paris
- Doyen J. (1990), *La communication financière. Enjeux, stratégies et actions*, Paris, Les Editions d'Organisation
- Dupont-Ferrier P. (1925), *Le marché financier de Paris sous le Second Empire*, Paris
- Faucher J-A. et Jacquemart N. (1968), *Le quatrième pouvoir. La presse française de 1830 à 1960*, Paris Échos de la presse et de la publicité
- Galbraith K. (1992), *Brève histoire de l'euphorie financière*, Seuil
- Garrigues J. (1997), *Pouvoirs et abus de pouvoirs. l'impunité du monde politique dans les premières décennies de la IIIe République*, Pouvoir et Gestion, Collection Histoire, Gestion et Organisations n° 5, p. 125 et s.
- Gille B. (1954), La fondation du Crédit Mobilier et les idées financières des frères Pereire, *Centre de recherches sur l'histoire des entreprises*, Bull. n° 3 juin
- Gille B. (1959), *La banque et le crédit en France 1815-1848*, PUF
- Gille B. (1960), État de la presse économique et financière en France, *Histoire des entreprises*, n° 4 1959 et n° 6 1960
- Gille B. (1970), *La Banque en France au XIXe siècle*, Librairie Droz, Genève
- Gilles B.(1954), La fondation du Crédit Mobilier et les idées financières des frères Péreire, *Centre de Recherche sur l'Histoire des Entreprises*, Bulletin n° 3, juin.
- Guiral P. (1971), Problèmes d'histoire de la presse, *Revue d'histoire moderne*, oct-déc.
- Henno J. (1993), *La presse économique et financière*, PUF Que sais-je?
- Israël A. (1936), *La liberté de la presse*, Paris
- Jeannet C. (1892), *Le capital, la spéculation et la finance au XIXe siècle*, Paris
- Kindleberger Ch. (1989, 1994), *Histoire mondiale de la spéculation financière*, éditions P.A.U.
- Lévy-Boyer M. (1964), *Les banques européennes et l'industrialisation internationale dans la première moitié du XIXe siècle*, PUF
- Loewel P. (1913), *Le canal de Panama, Étude historique, politique et financière*, Thèse Paris

Mirecourt E. de (1870), *Mirès*, Paris.  
Mitterand H. (1962), *Zola journaliste*, Paris Colin coll. Kiosque  
Moron A. (1882), *La vérité sur les journaux financiers à bon marché*, Nantes  
Olivesi A. et Noushi A. (1981), *La France de 1848 à 1914*, Nathan Université  
Ormesson W. (1933), *La grande crise mondiale de 1857*, Paris  
Raffalovitch A. (1931), *L'abominable vénalité de la presse française*, Librairie du travail, Paris  
Robert-Coutelle E. (1890), *Le crédit foncier jugé par lui même, 1870-1890*, Paris  
Tavernier Ed.(1908), *Étude du canal interocéanique de l'Amérique centrale*, Thèse Paris  
Tchernoff J. (1930), *Les syndicats financiers*, Paris Sirey  
Verdès-Leroux J. (1969), *Scandale financier et antisémitisme catholique. Le krach de l'Union Générale*, Paris Le Centurion  
Virmaitre Ch. (1888), *Paris boursicotier*, Paris  
Zévaès A. (1931), *Le scandale de Panama*, Paris